



Le métier de juriste

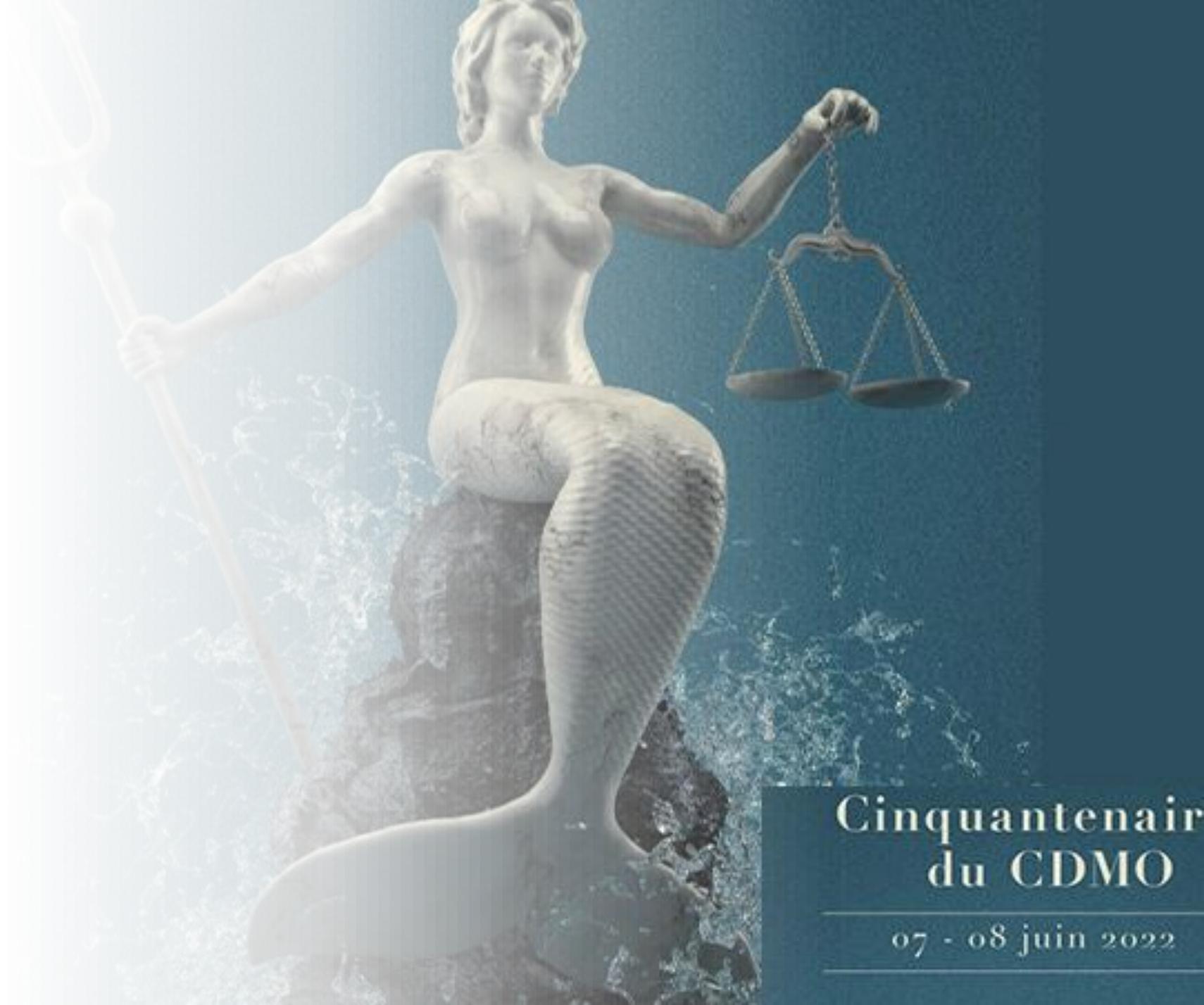
Marianne DUPUY-GUILLOUX

Spécialisation Droit maritime



Formation

- Bac général – spécialisation économie
- Deug Droit public/privé – Licence Droit public/privé – Maîtrise
- DEA (Master 2) Droit de la responsabilité
- Master 2 Droit public spécialisation Droit maritime



Cinquantenaire
du CDMO

07 - 08 juin 2022



Expérience professionnelle

URSSAF du Mans – expert juridique

CAFAT contrôleur CAFAT puis expert juridique

Haut-commissariat – représentation de l'Etat devant le TA

Juriste auditeur RGPD

Juriste au sein du cabinet d'avocat P DUPUY – spécialisation droit public maritime



Qualités requises



Aimer sa spécialisation et l'enrichir au quotidien : faire partie d'associations par exemple



Etre autonome et faire preuve d'initiatives



Savoir communiquer



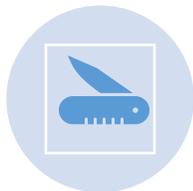
Aisance relationnelle



Savoir chercher



Transmettre



Etre polyvalent



Missions

- Rédiger les consultations
- Rédiger les écritures et constituer les dossiers
- Faire les recherches
- Est en charge des dossiers confiés par l'**avocat** qu'il traite dans son intégralité, de la réception du dossier jusqu'à la finalisation des actes juridiques ou documents, voire à l'accomplissement des formalités juridiques





Spécialisation en Droit maritime

- Elle consiste :
- Travailler sur des contentieux de Droit du travail, Droit pénal (délits liés à la pêche), répartition des compétences
- Construction et l'amélioration des textes qui sont présentés au Congrès, proposer éventuellement des textes
- Marchés publics (aménagement côtier, aménagement de l'eau)
- Travailler en mode conseil sur des projets associatifs ou des projets sportifs
- Former

TS MARITIMES

DROIT INTERNATIONAL DE LA MER
DROIT COMMUNAUTAIRE MARITIME
STATUT ET ARMEMENT DU NAVIRE
AFFRÈTEMENTS ET TRANSPORTS MARITIMES
AGENTS ET AUXILIAIRES DU TRANSPORT
ÉVÈNEMENTS DE MER
RESPONSABILITÉ DU PROPRIÉTAIRE DU NAVIRE
ASSURANCES MARITIMES
PLAISANCE ET SPORTS NAUTIQUES
DROIT PÉNAL MARITIME
DROIT SOCIAL DES GENS DE MER
DROIT DU LITTORAL
DROIT PORTUAIRE
EXPLOITATION DE L'OcéAN
PROTECTION CONSERVATION DU MILIEU MARIN